

Débat télévisé

Babybas Boton fait craquer Alain Claude Bilié-By-Nzé

Le débatteur d'Africa 24 a dominé son sujet, mettant à nu la vulnérabilité de celui qui a été toujours caressé dans le sens du poil par les journalistes à la poigne et thuriféraires du pouvoir. Le porte-parole du gouvernement ne s'attendait pas à de pareils « tais-toi ».

Georges Ogandaga

Acculé comme il ne l'a jamais été par des journalistes thuriféraires à la poigne et aux ordres du pouvoir, Alain Claude Bilié-By-Nzé a craqué, en direct sur le plateau d'Africa 24, devant les questions embarrassantes de l'interviewer Babybas Boton. Poussé à bout, il a lâché des vérités qui ont fini par éclairer la lanterne des Gabonais sur sa nullité ou tout simplement sa mauvaise foi par rapport aux sujets brûlants de la gouvernance du pays depuis 2009, du bilan septennal calamiteux et de la violation de la Constitution. Il faut dire que ce journaliste connaissait déjà bien la vacuité de la loquacité de son client qui sait monopoliser la parole pour débiter les inepties qui écumant sa boîte à bêtises lorsqu'on lui laisse le temps et la guise de répondre aux questions. Mais l'interviewer maîtrisait aussi et surtout son sujet, le Gabon dans toutes ses facettes constituant le fil conducteur des échanges: le projet de société d'Ali Bongo, ses promesses, ses engagements et ses chantiers. De sorte qu'à aucun moment Bilié-By-Nzé n'a réussi à noyer le poisson. Mais c'est plutôt lui qui a été noyé dans les eaux tumultueuses de l'océan atlantique qui baignent les côtes d'Africa 24. Babybas Boton ne lui ayant pas laissé le temps de fanfaronner. Et ses potes ont vécu l'humiliation en direct. Car il a été littéralement mitraillé de questions dont les réponses étaient loin de convaincre son interlocuteur et les milliers de téléspectateurs accrochés à ce débat. Laisant le constat amer et désolant d'un entretien trop émaillé de « je vous explique », « attendez », « votre rôle est de mener des enquêtes » et de faire monter l'adrénaline.

national inclusif et sans tabou, livre à l'opposition. Il y a également la fuite en avant du pouvoir devant la résorption des problèmes qui ont conduit à la remise en cause de l'élection d'Ali Bongo et pour lesquels l'opposition et la société civile ont toujours invité Ali Bongo et sa clique à organiser une concertation élargie. Vu que les mêmes causes provoquant les mêmes effets, le Gabon risque de se retrouver dans les mêmes travers qu'en 2009. Le baragouinage d'Alain Claude Bilié-By-Nzé a corroboré ce que le monde entier sait déjà : depuis 2009, le dictateur Ali a transformé la loi fondamentale du Gabon en une auberge espagnole d'une autre échelle. Il use, à sa manière et quand il veut, des articles qui lui plaisent et font son affaire. Ça, c'est ce qu'on qualifie de constat au vitriol.

Guy Christian Mavioga doit être poursuivi pour outrage public

Babybas Boton a réussi l'exploit de faire admettre par Bilié-By-Nzé que l'« affaire des cafards » de l'opposant Jean Ping est bien un montage des plumitifs et autres chasseurs de primes dans les réseaux sociaux à la solde de la légion étrangère et des profitosituationnistes. Il a reconnu qu'ils ont fait dans le faux et l'intox en extrapolant une phrase sortie de son contexte pour faire planer la menace du syndrome rwandais dans le pays. C'est par cette technique subtile de l'interview, qu'Alain Fokka avait réussi à faire passer aux aveux Ali Bongo qui



Bilié-By-Nzé copieusement humilié sur le plateau d'Africa 24.

avait fini par reconnaître sur les antennes de RFI que les documents présentés pour sa candidature à l'élection présidentielle de 2009 étaient des faux, avant de conclure par un aveu de fuite en avant : « bon, mais on ne va pas revenir dessus ». Le journaliste a mis à nu leur stratégie de la victimisation d'un pouvoir aux abois sentant sa mort prochaine. Et pour un parallélisme des formes, Babybas Boton est revenu sur l'outrage public à la race humaine : « Le chien aboie, la caravane passe », jacté par Guy Christian Mavioga, un autre laudateur d'Ali Bongo, à l'endroit des Gabonais, contempteurs de sa poule aux œufs d'or, le président non Gabonais. Ces propos sont bel et bien un animalisation qui heurte profondément la dignité humaine. Et qui devrait, selon le journaliste, faire l'objet d'une plainte du pouvoir contre son auteur.

Parce que plus grave que le crime dont ils accusent Jean Ping. Et comme il n'est pas facile d'expliquer l'inexplicable à un teigneux de la trempe de ce journaliste, ACBBN s'est dressé, tel un coq agressif, sur ses ergots pour tenter d'intimider et menacer ce dernier sous le fallacieux prétexte que, par les questions ressenties par lui comme un doigt introduit dans la plaie, il manquait de respect à l'illustre ministre de la République et membre de la cour du raïs qu'il est. Le ton montant, le journaliste a tout simplement écourté l'interview. Malgré lui. Dans ces conditions malsaines, il était donc impossible d'aborder les gros mensonges sur les origines d'Ali Bongo. Mais ce qu'on peut retenir de ce face-à-face, c'est que le porte-parole du gouvernement a été lourdement humilié par son interlocuteur. ■

Intrigues politiques

Combien coûte Jean Rémy Lepemangoye ?

G.O

Constat au vitriol

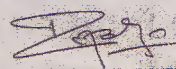
Aucune réponse convaincante sur les ratés du projet de société d'Ali Bongo, les promesses non tenues, les engagements non respectés. Le journaliste lui a rappelé, avec audace, à travers ses questions, que les quelques infrastructures construites et concentrées à Libreville ne résolvent pas les besoins exprimés en la matière à l'intérieur du pays ; que la graine du projet Graine ne relève que de la pure opération de charme, car elle n'est pas près de pousser ; que la promesse de 5000 logements par an n'a jamais été tenue, même revue à la baisse à 1000 (seulement 800 en sept ans) ; que le projet de la Marina est une chimère pourvue par le pouvoir, incapable de construire sur la terre ferme, ne pouvant pas construire sur l'eau. En outre, l'autosuffisance alimentaire promise n'est qu'une vue de l'esprit par rapport au Cameroun voisin, les appareils économiques et administratifs sont grippés à cause des grèves perlées permanentes dans tous les secteurs d'activité, le dialogue sociopolitique est rompu depuis 2009. Dans le même constat, le climat sociopolitique est très tendu à cause du bras de fer que le pouvoir, qui a toujours rejeté l'idée d'un dialogue

Jean Valentin Leyama est-il un professionnel de la roublardise ou un fin politicien ? Pour répondre à cette question, allons-y dans les faits. Nous sommes le 04 novembre 2015. Ce jour-là, au bord de la M'passa à Franceville, une personne se débat comme un beau diable pour montrer à Ali Bongo qu'il est (lui-aussi) devenu un grand stratège politique. Il profite de la détresse dans laquelle se trouve le chef de l'Etat accablé par les palabres de ses origines douteuses pour rameuter du monde autour de lui.

Du coup, l'ancien proche de Zacharie Myboto s'est rappelé le bon souvenir de l'UGDD, un vivier électoral sur lequel il s'est appuyé pour devenir député de Moanda. Très rapidement, il va penser à Jean Remy Lepemangoye, très populaire dans « la ville des oiseaux » mais vrai maillon faible de la détermination et de l'engagement politique pour une alternance au sommet de l'Etat. C'est donc cet homme que Jean Valentin Leyama va conduire devant le président

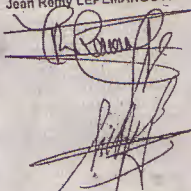
de la République, Chef de l'Etat dans la mise en œuvre de Son projet de société et à convaincre mes partisans et sympathisants dans cette direction.
2. A me ranger résolument à ses côtés lors de l'élection présidentielle de 2016 et au-delà.
Fait à Libreville, le 21 avril 2016.

En présence des témoins :

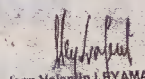

Pacôme MOUBELET BOUBEYA


Christian MAGNAGNA

Jean Remy LEPEMANGOYE



Malxent ACCROMBESSI NKANI


Jean Valentin LEYAMA

de la République. Au terme de cet entretien qualifié de « chaleureux et fructueux » par Jean Remy Lepemangoye, un « partenariat » est scellé. Lequel engage le conseiller municipal à ce que vous avez sous vos yeux. Problème, Jean Valentin Leyama ne fait pas comme Liban Soliman dont la gestion « des engagements politiques » ne transpire jamais. « C'est pourquoi, s'indigne une source proche du chef de cabinet, cet Altogovéen de père congolais (Leyama NDLR) a cru qu'il allait venir détrôner

les piliers du système Ali Bongo. Il a menti. Sur les 600 millions remis pour cette opération de récupération des égarés politiques, combien a-t-il touché ? Que vaut réellement Jean Remy Lepemangoye, une fois sorti de l'opposition ? Encore une fois de plus, Ali Bongo a été floué dans la farine ». Comme on le voit, les méthodes rétrogrades ont la vie dure... Honte à Jean Valentin Leyama et bravo à Jean Remy Lepemangoye pour sa précieuse signature qui vaut simplement quelques billets... ■